

- FOREm - Vormingscentrum van Charleroi, geauditeerd door het controleorgaan Vinçotte International voor het beroep administratief bediende;
- Het Kenniscentrum "Technobel", geauditeerd door het controleorgaan BCCA voor het beroep Computer- en Netwerktechnicus;
- Het centrum voor de validatie van competenties "Technocampus", geauditeerd door het controleorgaan Vinçotte International voor het beroep mecanicien-automatiseringsdeskundige;
- Het Kenniscentrum FOREm/Pigments, geauditeerd door het controleorgaan Vinçotte International voor het beroep industrieel verver.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

De duur van de erkenning van twee jaar begint pas te lopen op de dag waarop de drie contracterende partijen van de samenwerkingsovereenkomst van 24 juli 2003 elk een beslissing tot verlenging van de erkenning hebben genomen.

Art. 3. De Minister bevoegd voor het Onderwijs voor Sociale Promotie is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 19 november 2014.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en voor Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29789]

26 NOVEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant divers statuts administratif et pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française et des personnes de droit public qui en relèvent

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, l'article 140, § 3;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études qui habilite le Gouvernement à arrêter, notamment, le statut du personnel de l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES), l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut administratif des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2002 accordant une allocation aux membres du personnel chargés des missions de Conseiller en prévention du Service interne pour la Prévention et la Protection au travail du Comité supérieur de concertation du Secteur XVII;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut de la Formation en cours de carrière;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de certains agents du Conseil supérieur de l'Audiovisuel;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2013 relatif au cadre et au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 22 juin 2012 et le 9 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 26 novembre 2013;

Vu le protocole n° 431 du Comité de Secteur XVII, conclu le 13 janvier 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la Formation en cours de carrière, donné le 11 février 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française, donné le 13 février 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 14 février 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 17 février 2014;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, donné le 24 février 2014;

Vu l'avis 56.394/2 du Conseil d'Etat, donné le 18 juin 2014 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur, donné le 24 octobre 2014;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Aux articles 17, alinéa 1^{er}, et 37, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, les mots "dans les six mois à venir" sont chaque fois remplacés par les mots "dans les douze mois à venir".

Aux articles 10 et 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1998 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, les mots « dans les six mois à venir » sont chaque fois remplacés par les mots « dans les douze mois à venir ».

Aux articles 11 et 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, les mots « dans les six mois à venir » sont chaque fois remplacés par les mots « dans les douze mois à venir ».

Aux articles 11 et 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut de la Formation en cours de carrière, les mots « dans les six mois à venir » sont chaque fois remplacés par les mots « dans les douze mois à venir ».

Aux articles 11 et 19 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 fixant les statuts administratif et pécuniaire de certains agents du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, les mots « dans les six mois à venir » sont chaque fois remplacés par les mots « dans les douze mois à venir ».

A l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2013 relatif au cadre et au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, les mots « dans les six mois à venir » sont chaque fois remplacés par les mots « dans les douze mois à venir ».

Art. 2. A l'article 35^{quater} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, il est ajouté un second alinéa rédigé comme suit :

"Les membres du personnel de niveau 1 et 2+ ou les membres du personnel contractuel correspondants qui sont désignés en qualité de Conseiller en prévention au sens de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif au Service interne pour la Prévention et la Protection au travail bénéficient pendant tout le temps de leur désignation de l'échelle de traitement correspondant au rang de leur grade fixée dans le groupe de qualification 3".

Art. 3. Les membres du personnel qui, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ont été engagés en qualité de membres du personnel contractuel avec le bénéfice d'une échelle de traitement autre qu'une des échelles de traitement visées à l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française conservent le bénéfice de l'échelle de traitement qui était la leur en tant que membres du personnel contractuel aussi longtemps que cette échelle est supérieure à celle dont ils bénéficient en tant que membre du personnel statutaire, pour autant que :

1° la fonction qui est la leur à titre statutaire soit analogue à la fonction qui était la leur à titre contractuel;

2° l'échelle de traitement dont ils bénéficient à titre contractuel soit une échelle statutaire de recrutement correspondant à la fonction qu'ils exercent;

3° l'engagement ait été effectué et l'échelle attribuée en application de règles relevant de la compétence exclusive de la Communauté française.

L'alinéa qui précède est applicable aux membres du personnel contractuel recrutés à titre statutaire endéans les 8 ans précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 4. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juin 2002 accordant une allocation aux membres du personnel chargés des missions de Conseiller en prévention du Service interne pour la Prévention et la Protection au travail du Comité supérieur de concertation du Secteur XVII est abrogé.

Art. 5. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 novembre 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29789]

26 NOVEMBER 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van diverse administratieve en geldelijke statuten van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de publiekrechtelijke personen die eronder ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op artikel 13, vervangen door het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45, tweede lid, vervangen door het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « ONE », inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, inzonderheid op artikel 140, § 3;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies waarin de Regering ertoe gemachtigd is om, inzonderheid, het statuut van het personeel van de "Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES)" vast te stellen, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het administratief statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2002 waarbij een toelage wordt toegekend aan de personeelsleden belast met de opdrachten van preventieadviseur bij de interne dienst voor Preventie en Arbeidsbescherming van het Hoog Overlegcomité van sector XVII;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het "Institut de la Formation en cours de carrière" (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2013 betreffende de personeelsformatie en het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van de "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur" (Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 juni 2012 en 9 december 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 12 december 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 26 november 2013;

Gelet op het protocol nr. 431 van het Sectorcomité XVII, afgesloten op 13 januari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van het "Institut de la Formation en cours de carrière" (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan), gegeven op 11 februari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap, gegeven op 13 februari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), gegeven op 14 februari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 17 februari 2014;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, gegeven op 24 februari 2014;

Gelet op het advies 56.394/2 van de Raad van State, gegeven op 18 juni 2014 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Directieraad van de "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur" (Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs), gegeven op 24 oktober 2014;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de artikelen 17, eerste lid, en 37, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden de woorden "binnen de zes komende maanden" telkens vervangen door de woorden "binnen de twaalf komende maanden".

In de artikelen 10 en 15 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1998 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap), worden de woorden "binnen de zes komende maanden" telkens vervangen door de woorden "binnen de twaalf komende maanden".

In de artikelen 11 en 17 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, worden de woorden "binnen de zes komende maanden" telkens vervangen door de woorden "binnen de twaalf komende maanden".

In de artikelen 11 en 17 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het "Institut de la Formation en cours de carrière" (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan), worden de woorden "binnen de zes komende maanden" telkens vervangen door de woorden "binnen de twaalf komende maanden".

In de artikelen 11 en 19 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2014 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector, worden de woorden "binnen de zes komende maanden" telkens vervangen door de woorden "binnen de twaalf komende maanden".

In artikel 12 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2013 betreffende de personeelsformatie en het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van de "Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur" (Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs), worden de woorden "binnen de zes komende maanden" telkens vervangen door de woorden "binnen de twaalf komende maanden".

Art. 2. In artikel 35^{quater} van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

"De ambtenaren van niveaus 1 en 2+ of de overeenstemmende ambtenaren in contractueel verband die aangesteld worden tot preventieadviseur in de zin van artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de Interne Dienst voor preventie en bescherming op het Werk, komen in aanmerking tijdens hun aanstelling voor de weddeschaal die overeenstemt met de rang van hun graad vastgesteld in de kwalificatiegroep 3".

Art. 3. De ambtenaren die, vóór de inwerkingtreding van dit besluit, aangesteld werden tot personeelslid in contractueel verband met een andere weddeschaal dan één van de weddeschalen bedoeld in bijlage 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, behouden de weddeschaal die hen als personeelslid in contractueel verband toegekend werd zolang dat deze schaal hoger is dan deze waarover ze beschikken als personeelslid in vast verband voor zover :

1° het ambt dat hem wordt toegekend in vast verband analoog moet zijn aan het ambt dat hem toegekend werd in contractueel verband;

2° de weddeschaal waarover ze beschikken in contractueel verband een vaste wervingsschaal moet zijn die overeenstemt met het ambt dat ze uitoefenen;

3° de aanwerving uitgevoerd werd en de schaal toegekend moet worden met toepassing van de regels die onder de uitsluitende bevoegdheid van de Franse Gemeenschap ressorteren.

Het lid dat voorafgaat, is van toepassing op de personeelsleden in contractueel verband die in vast verband worden aangeworven binnen de 8 jaar vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 4. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2002 waarbij een toelage wordt toegekend aan de personeelsleden belast met de opdrachten van preventieadviseur bij de interne dienst voor Preventie en Arbeidsbescherming van het Hoog Overlegcomité van sector XVII, wordt opgeheven.

Art. 5. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 november 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2014/207294]

13. NOVEMBER 2014 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 1970 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Beteiligung des Nationalfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten an den von den Beschützenden Werkstätten getragenen Löhnen und sozialen Lasten

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 19. Juni 1990 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung, Artikel 32, § 1 Absatz 1, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2003;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 1970 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Beteiligung des Nationalfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten an den von den Beschützenden Werkstätten getragenen Löhnen und sozialen Lasten;

Aufgrund des Vorschlags des Verwaltungsrates der Dienststelle für Personen mit einer Behinderung vom 24. Oktober 2014;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 6. November 2014;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 13. November 2014;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit dadurch begründet ist, dass nachdem die zuständige Arbeitsgruppe der paritätischen Unterkommission der Unternehmen für angepasste Arbeit in der Wallonischen Region und in der Deutschsprachigen Gemeinschaft (PUK 327.03) in ihrer Sitzung vom 22. Oktober 2014 vorgeschlagen hat, die im Rahmenabkommen für den nicht kommerziellen Sektor 2011-2014 vorgesehenen Mittel in Höhe von 37.000 Euro zur Anhebung der Jahresendprämie für die Arbeiter in den Beschützenden Werkstätten zu nutzen und die im Haushalt 2014 der Dienststelle für Personen mit Behinderung entsprechenden Mittel noch bis Ende 2014 ausgezahlt werden müssen, das Inkrafttreten vorliegenden Erlasses keinen Aufschub mehr duldet;